



Utopie ou
possibilité ?

Avant-propos.

Avant de se demander s'il y a des solutions économiques pour se sortir de cette crise, de ces inégalités et de cette misère, il faut d'abord se poser la question de quelle est notre conception du monde.

Oui ou non les êtres humains naissent libres et égaux en droits ?

Oui ou non la terre appartient-elle à tout le monde ?

Oui ou non il n'y a pas d'étrangers sur cette planète ?

Répondre **OUI** à ces 3 questions veut dire que l'on est pour un monde de paix, de justice et de solidarité. Se pose ensuite et seulement ensuite la question des choix économiques à mettre en œuvre au service de cette philosophie. L'économie n'est pas une science en soi mais dépend des choix idéologiques que l'on fait et est au service de ceux-ci.

Sur notre continent, comme sur le reste de la planète, le but est d'abord de vouloir mettre en place un autre système que ce capitalisme qui nous enfonce dans la barbarie, ensuite on verra bien si cette alliance économique européenne peut le permettre ou pas. Il faut donc d'abord se poser la question de savoir sous quelle forme voyons-nous le progrès social allant de notre village au monde en passant par la ville, les régions et les pays. Sortir de l'euro et de l'UE n'est pas le but de notre action mais, et c'est ce que nous allons voir, le passage obligé si on veut changer de système.

La mondialisation ¹

Ce qui caractérise notre monde c'est le fait qu'il soit mondialisé. Chance pour les uns, source de tous nos maux pour les autres, c'est une réalité et elle ne date pas d'aujourd'hui. Le terme mondialisation désigne un **processus historique** par lequel des individus, des activités humaines et des structures politiques voient leur dépendance mutuelle et leurs échanges matériels autant qu'immatériels s'accroître sur des distances significatives à l'échelle de la planète. Elle évoque les transferts et les échanges internationaux de biens, de main-d'œuvre et de connaissances.

Aussi vieille que l'histoire de l'humanité, (migrations des premiers hommes nés en Afrique, Marseille créé en 600 ans avant JC, extension de l'empire romain, unification de la Chine, grands mouvements de population, de l'empire byzantin à partir du VI^e siècle, formation de l'empire carolingien aux IX^e siècle-X^e siècle, extension musulmane...

Le terme « mondialisation » apparaît pour la première fois en 1916 en France, puis 1959 dans le journal "The economist " et puis à nouveau en Français dans le journal "Le Monde" (1961). Il signifie l'accroissement des flux, notamment du volume des échanges commerciaux de biens, de services, de main-d'œuvre, de technologie et de capital à l'échelle internationale. Il se généralise au cours des années 1990, d'une

¹ Les chiffres donnés dans ce texte sont extraits du rapport de l'ONU du 23 octobre 2013

part sous l'influence des thèses d'émergence d'un « village global » portées par le philosophe Marshall McLuhan, et surtout par le biais des mouvements antimondialistes et altermondialistes, qui attirent, par leur dénomination même, l'attention du public sur l'ampleur du phénomène.

Un phénomène inéluctable ?

Le caractère inéluctable ou naturel du processus de mondialisation est souvent mis en avant. Cependant, cette idée peut être nuancée. En effet, d'une part « la part des exportations dans la production mondiale de 1913 ne sera dépassée qu'en 1970 et stagne depuis lors », et d'autre part « les mouvements nets de capitaux sont actuellement plus modestes qu'au début du XX^e siècle ». ² De plus le caractère inéluctable de la multiplication des échanges (moyens de communications et de transports) ne s'accompagne pas forcément d'une régression sociale. Si c'est le cas actuellement c'est que la mondialisation à laquelle nous assistons est une **mondialisation capitaliste**.

Sous l'influence du FMI et de la Banque mondiale (consensus de Washington) les marchés ont subi une triple évolution dite « des trois D » :

déréglementation (abolition des contrôles des changes et des restrictions aux mouvements de capitaux), **désintermédiation** ou accès direct des opérateurs aux marchés financiers sans passer par des intermédiaires et **décloisonnement** (éclatement des compartiments qui existaient). Au-delà des aspects géographiques c'est donc une nouvelle logique financière qui s'est instaurée, c'est pourquoi les spécialistes parlent plutôt de « globalisation » financière que simplement de mondialisation. On peut dire qu'aujourd'hui une sphère financière globalisée existe au sein de l'économie mondiale.

Quelques éléments supplémentaires de réflexion. On assiste dans les pays riches à la délocalisation de leurs industries intensives en main-d'œuvre peu qualifiée, ainsi qu'à la concurrence accrue entre pays riches eux-mêmes. Pourtant, **la part de la population active en concurrence avec la main-d'œuvre peu qualifiée des pays en voie de développement n'est seulement que de 3%**.

Si les migrations ont toujours existé et semblent se renforcer, il y a aujourd'hui **seulement 3% de la population mondiale qui vit en dehors de son pays de naissance**. C'est environ 200 millions d'immigrants qui ont quitté leur pays natal, en tenant compte des 7 milliards d'habitants dans le monde.

Autre élément si en 2002, les **États-Unis** accueillaient le **nombre d'immigrants** le plus important de leur histoire, **leur proportion** au regard de leur population est **moindre que celle des années 1920**. Dans l'ensemble du monde, les mouvements de population sont quantitativement faibles. La mobilité internationale durable reste le sort des plus défavorisés, déplacés par les guerres, ou l'apanage des mieux formés à la recherche de la meilleure rémunération pour leurs compétences.

² *Petit bréviaire des idées reçues en économie*, les Éconoclastes, page 56 et 63

Enfin il ne faut pas oublier que la mondialisation capitaliste profite d'abord au capitalisme qui domine le monde, celui des pays riches. Ainsi en **1900 l'écart entre les pays riches et les pays pauvres** étaient de **1 à 3**, 100 ans plus tard en 2000 il était de **1 à 80**. Devant ce phénomène de la mondialisation vont se constituer 3 courants de pensée : les mondialistes, les nationalistes et les internationalistes.

Mondialisme, nationalisme ou internationalisme

Les mondialistes

Si la *mondialisation* est un processus qui se traduit dans les faits, le **mondialisme** est une idéologie. Celle-ci affirme le caractère inéluctable de la mondialisation et son incompatibilité avec la structure de l'État-nation. Dans cette conception se retrouvent à la fois les **humanistes** qui veulent apporter la paix définitive par l'instauration d'un gouvernement mondial et les **partisans d'un capitalisme mondialisé** qui eux, tout à la fois dévoient l'aspiration aux droits humains (droit d'ingérence au nom duquel on fait les guerres) et défendent l'**impérialisme** au sens historique du terme³ quand leurs intérêts sont en cause. Ils vont alors au plan intérieur s'opposer aux migrations humaines. Le mondialisme en tant que tel ne constitue cependant pas une idéologie constituée. On le retrouve au sein d'idéologies plus vastes, allant de l'extrême droite à l'extrême-gauche. Cette conception est celle qui prévaut chez les tenants du capitalisme, système unique...espèrent-ils. Le FMI, l'OMC, l'OTAN, la banque mondiale, les accords de libre-échange, l'ALENA (Amérique) ou l'union européenne relèvent de cette conception que l'on qualifie parfois (à tort) de **conception unitaire**. Cette conception a été résumée dans un discours marquant : *« Nous sommes reconnaissants envers le Washington Post, le New York Times, Times Magazine et d'autres grands journaux, leurs directeurs ayant participé à nos rencontres et ayant respecté la promesse de discrétion pendant près de 40 ans. Il nous aurait été impossible de développer notre Plan pour le monde toutes ces années durant si les projecteurs avaient été braqués sur nos activités.*

Le monde est maintenant plus sophistiqué et plus préparé à accepter un Gouvernement Mondial.

La Souveraineté Supra-Nationale d'une Elite intellectuelle et de banquiers est sûrement préférable au principe d'Autodétermination Nationale des peuples, pratiquée tout au long de ces derniers siècles ».

David Rockefeller (Discours à la Commission Trilatérale [1] en 1991).

Les altermondialistes, s'ils remettent en cause les conséquences des choix économiques ne remettent pas toujours en cause le système économique et dans tous les cas, ne remettent pas en question le concept de mondialisme mais veulent y donner un contenu plus social, moins inégalitaire. Dans cette conception il y a bien sûr opposition aux barrières douanières et à tout protectionnisme.

³ Impérialisme, que l'on peut définir par le phénomène qui est à la fois la concentration de capitaux et la domination des territoires receleurs de richesses. Expansion coloniale, guerres de possession...A ne pas confondre avec l'extension commerciale sans stratégie ou politique de conquête. De ce point de vue la France (et l'UE) est une puissance impérialiste alors que la Chine ne l'est pour l'instant pas tout en étant omniprésente dans le commerce en Afrique.

De même cette conception a des conséquences sur le plan culturel où elle tend à l'uniformisation de la langue (*On parle aux USA du phénomène de McDonaldisation de restauration rapide, qui lui-même a produit un vocabulaire propre aux États-Unis : les McWords.* Selon l'UNESCO, **2500 langues sur les quelques 6000 langues parlées dans le monde sont aujourd'hui en danger.** Cette conception tend à uniformiser les références culturelles (bataille pour le cinéma français...).

Enfin cette conception tend à la disparition des états et des structures administratives internes (communes, décentralisation, métropolisation...) au profit de structures fédérales sur le modèle des USA ou de l'Allemagne. Certains régionalistes défendent ce schéma.

Les nationalistes

Opposés à la conception mondialiste, les nationalistes considèrent **la mondialisation comme la source de nos problèmes.** Pour eux ce n'est pas le capitalisme qui est en cause mais l'abolition des frontières. Ils considèrent qu'à l'intérieur d'une même nation il n'y a pas d'antagonisme de classe ou les considèrent comme seconds.

Pour eux la souveraineté nationale doit être exercée par ceux qui dirigent la nation. Les patrons d'un point de vue économique, un état fort (au besoin dictatorial) d'un point de vue politique. Ils sont donc opposés aux concepts de pouvoir déconcentré aux mains du peuple et aux structures de contrepuissance que peuvent constituer des communes par exemple.

De plus, la conception de la nation qu'ils ont est celle d'une **nation figée qui nie les mouvements de l'histoire.** On pourrait dire pour simplifier qu'ils sont pour l'Inde bouddhiste, l'Arabie musulmane et la France catholique, en particulier dans cette période de retour en force des religions. Evidemment ils ont en commun avec Hitler la conception d'inégalité des races et/ou des civilisations ce qui en France les conduit au racisme, à l'antisémitisme et à l'islamophobie et à l'international à mettre les travailleurs « français » au sens où ils l'entendent en opposition aux étrangers. Quand Peugeot ferme à Aulnay ce n'est pas le choix de la fermeture qui est combattu mais le fait que celle-ci se fasse en France. Les nationalistes sont **isolationnistes** ou autrement dit chacun chez soi et pour la limitation des échanges. Cette conception qui a prévalu dans le monde et plus particulièrement aux États-Unis au lendemain de la guerre de 14/18, combinée à un capitalisme non **régulé**⁴ conduira à la crise de 1929.

Les internationalistes

L'ONU a été créée sur une conception **internationaliste** où chaque pays, quel que soit son importance géographique, économique ou démographique, compte pour un. La FSM (Fédération Syndicale Mondiale) aussi. Les internationalistes, opposés aux mondialistes et aux nationalistes, ont une **conception marxiste et donc de classe des rapports humains.**

⁴ Régulé par l'état au sens où l'entendait Keynes ce qui ne veut pas dire que la régulation suffirait dans un monde de libre échange comme aujourd'hui, thèse défendue en France par Rocard en particulier et par bien des aspects par celles et ceux qui prônent « l'Europe sociale ».

Dans cette conception, les travailleurs du monde entier ont des intérêts communs tout en ayant des cultures et des histoires différentes. La terre et la création de richesses n'appartiennent qu'aux êtres humains et c'est à eux de les partager.

Cette conception reconnaît l'existence de nations historiquement constituées⁵ et en perpétuelle évolution. Cette conception de la nation est donc de ce fait indépendante de la notion forcément administrative et réductrice de la nationalité. La souveraineté des peuples ne peut, dans une première phase, s'exercer qu'au niveau et au travers de l'Etat qui doit s'effacer au fur et à mesure de la prise de possession des moyens de production et d'échange et de la montée en puissance de la souveraineté populaire.

Dans cette conception, **forcément en opposition au capitalisme**, c'est la construction du socialisme pays par pays qui prévaut. Elle s'accompagne donc d'un refus des guerres et de l'impérialisme.

Sur le plan économique elle va prôner dans la situation actuelle le protectionnisme à visée sociale, s'opposer à toute restriction du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à toute atteinte à la libre circulation des hommes et des idées. Elle va aussi s'opposer aux accords internationaux de libre-échange et devrait logiquement s'opposer à l'UE, puissance capitaliste internationale qui est bâtie, dans ses fondements mêmes, sur le libre-échange et la négation des souverainetés populaires.

Au plan syndical, c'est par exemple la lutte des marins de la SNCM qui s'opposent, non aux travailleurs détachés mais demandent qu'ils bénéficient du droit social français toutes compagnies confondues.

⁵ Au sens marxiste de la nation : Communauté historiquement constituée - Communauté de langue - Existence d'un territoire délimité - Communauté de vie économique - Communauté de formation psychique

La nation un concept archaïque ?

Notre position sur « l'Europe » appelle une remarque préliminaire. Le débat n'est pas entre « pro Europe » et « anti Europe ». Il y a d'ailleurs une escroquerie intellectuelle instaurée par les initiateurs de cette alliance internationale à confondre les deux termes Europe et UE. D'emblée les penseurs et artisans de la construction européenne se sont situés sur le terrain idéologique en cherchant en permanence à détourner l'aspiration des habitants de ce continent à la paix, à la fraternisation entre les peuples, au désir de voir tomber les frontières.

Si dès le départ ils avaient dit on veut un grand marché européen, afin de favoriser les exportations, parce qu'il y a crise des débouchés dans chaque pays à cause des bas salaires et du chômage ce n'est pas sûr que cela aurait marché. Mais évidemment ce n'est pas cela qu'ils ont dit...

a). Nationalisme ou internationalisme :

A l'inverse de ce qu'ont dit quelques « euro constructifs » la volonté européenne supranationale, loin d'être « une belle idée déviée », a toujours été une machine de guerre contre les conquêtes politiques et sociales des peuples d'Europe.

On l'a oublié : de 1940 à 1945, les nazis eux aussi prônaient une Europe unie sous leur domination des peuples de race blanche « aryenne », débarrassée de l'héritage démocratique des Lumières, de la Révolution française et de l'humanisme judéo-chrétien.

Dans les années 50 en pleine « guerre froide », les inventeurs de l'Europe supranationale, idéologues de la Droite anticomuniste, Robert Schumann, De Gasperi et Jean Monnet, rêvaient de diminuer le rôle des assemblées nationales élues dans chaque pays européen, parce qu'elles exprimaient partout la volonté populaire d'en finir avec la domination des grands trusts.

La nation française n'est pas pour nous une réalité mystique, décidée de toute éternité par on ne sait quel dieu ; elle n'a pas toujours existé, elle aurait pu avoir d'autres frontières. Nous refusons les conceptions de la nation basées sur la race, la culture, la langue, la nation, « ethniciste » et agressive telle que l'imaginent les politiciens d'extrême droite et « souverainistes ». Notre NON à toute constitution supranationale ne relève pas du nationalisme : nous savons que tout nationalisme est réactionnaire puisqu'il nie les antagonismes internes à chaque peuple, puisqu'il oublie que les salariés français soumis à l'exploitation ont d'abord pour premier adversaire les privilégiés français qui les exploitent.

Pour nous la question de la nation et celle de la solidarité internationale de classe ne peuvent être dissociées. C'est ce qui fait notre différence avec une partie de la gauche sur la question des sans-papiers par exemple.

Si nous avons conscience - et ce pour répondre à une autre partie de la gauche - qu'en ce qui concerne la France en particulier la constitution de la nation s'est faite au mépris d'identités et de cultures locales ou régionales, au prix de guerres ou de marchandages sordides au plus haut niveau d'Etats un jour rivaux, un jour alliés, nous prenons aussi en compte le fait qu'au fil de l'histoire le cadre national est devenu un cadre identitaire, un cadre de conquêtes et de droits sociaux. La nation française s'est concrétisée avec la Révolution de 1789, constituée par l'adhésion consciente des citoyens de toutes les régions de France prêts à défendre les réformes politiques et sociales imposées aux privilégiés : **on nommait alors « patriotes » les partisans de la Révolution**, contre les nobles immigrés et les envahisseurs étrangers. Cette nation française s'est ensuite enrichie au cours des 19ème et 20ème siècles des conquêtes populaires arrachées par les luttes, notamment ouvrières : le suffrage universel et la laïcité de l'état, les réformes du Front populaire et de la Libération, nationalisations et services publics, sécurité sociale, retraites et lois de protection sociale, etc.

b). le rempart ou le socle :

Tous ces acquis historiques forment le contenu de la nation française, que la bourgeoisie mondialiste, européenne et française, ne cesse de grignoter en profitant de la crise du mouvement ouvrier et progressiste depuis vingt ans. Toute constitution supranationale lui permettrait de démanteler plus encore ces conquêtes du peuple de France et de sa classe ouvrière, de détruire, selon les vœux de Sarkozy et de Berlusconi, les services publics et les retraites, la Sécu et les 35 heures, la laïcité et ce qui reste en France de souveraineté populaire.

Si la nation ne constitue pas un rempart immuable aux attaques contre les droits, elle constitue cependant un socle qui a permis et permet encore l'équité sociale. Elle constitue encore un frein aux volontés capitalistes internationales d'attaque contre les acquis sociaux comme le montrent tous les jours les luttes qu'il s'agisse du public (bataille contre les privatisations...) ou du privé (délocalisations, protection sociale...). Se battre pour les nationalisations (que nous ne confondons pas avec l'étatisation)⁶, par exemple, c'est poser comme principe le contrôle permanent par chaque nation (salariés et usagers) de la production de richesses et de l'ensemble des services. Au cœur du débat (et du combat) entre services publics et services économiques d'intérêt général se trouve aussi cette question et nous y reviendrons. C'est justement parce que le cadre national est un frein à la voracité du capitalisme

⁶ Nationalisation bien au sens de rendre la nation propriétaire contrôlée et gérée par la souveraineté populaire : directions d'entreprises élues par les salarié-e-s, production de biens et de services décidées de concert par les salarié-e-s et la population... Afin de trancher avec l'image que l'on peut en avoir au vu des expériences passées certains préfèrent le terme d'appropriation sociale.

international qu'il avait besoin du nouvel espace politique qu'une constitution européenne peut lui offrir.

c). Faut-il une constitution européenne ?

Certes les états nationaux ont joué en leur temps le rôle qu'entend jouer l'Europe aujourd'hui. Mais la plupart de ces états, à la différence de l'Europe, ont été forgés par des révolutions et ont été marqués par des mouvements de libération nationale. Il est singulier de voir qu'au moment historique où les nations ont acquis un réel début de maturité et où, donc, il devient possible de construire un réel internationalisme - échanges et coopérations équitables entre des nations souveraines - le capitalisme s'échine à construire de nouveaux outils de domination : un super état européen, ici, des instances similaires du type ALENA, ailleurs dans le monde. Que cet état soit fédéral ou confédéral apparaît au regard de ces enjeux bien secondaire. Mais tout comme un train peut en cacher un autre, un problème peut en dissimuler un second.

Faut-il une constitution pour l'Europe ?

On peut être tenté de se dire que dans le cadre d'une Europe des peuples, respectueuse des nations, il peut ne pas être mauvais de se donner une règle du jeu. Mais peut-on imaginer une Europe authentiquement sociale sans construction du socialisme dans les pays européens ? **Nous sommes favorables à des coopérations qui peuvent prendre la forme de traités.** Mais non pas à une constitution qui verrouille le jeu. Il est difficile d'imaginer que coexistent des constitutions nationales et une constitution européenne. Pensons que coexistent sur le vieux continent des Républiques et des monarchies ! Plus précisément, si le capital a poussé aussi fort à la roue en faveur de la constitution européenne de 2005 et de tous les actes supranationaux qui ont suivi depuis, c'est naturellement en raison de son contenu libéral, mais c'est aussi pour se débarrasser de ce que les peuples d'Europe ont pu inscrire de positif dans leurs constitutions nationales au fil de leur histoire, notamment au lendemain de la deuxième guerre mondiale. De ce point de vue, la nation n'est donc pas un concept dépassé que l'on peut balayer d'un revers de main.

d). Nation et démocratie :

Refuser la supranationalité aujourd'hui ce n'est pas opposer les souverainetés entre elles dans des replis nationalistes frileux, mais exiger que partout les peuples soient maîtres de leur destin pour l'échelle qui les concerne et tout accord international doit prendre en compte cette volonté-là.

La question centrale posée par le référendum de 2005 et le traité de Lisbonne est celle-ci et dire non à l'Europe supranationale, c'est défendre la souveraineté populaire, le droit pour chaque peuple de choisir son gouvernement et ses lois et de protéger ce qu'il a conquis de libertés et de bien-être.

Cette question de la nation pose aussi celle des institutions et des lieux de décisions à l'intérieur de celle-ci. Quand l'Union Européenne était à 15 il y avait en France

autant de communes et donc de lieux de contrepuvoir (36 000) que dans les 14 autres pays réunis.

Ces lieux de pouvoir et de contrôle locaux étaient impossibles à accepter pour les partisans de l'Union Européenne. Depuis des années, au travers des lois successives de décentralisation ils veulent nous faire arriver à une Europe des régions (régions au sens de celles des dernières élections européennes ce qui veut dire pour la France 6 régions), où les niveaux de décisions au nombre de 6 aujourd'hui (commune, canton, département, région, pays, Europe) seraient réduits à deux : région et Europe On mesure les conséquences pour la démocratie...Le projet de Hollande de suppression des départements et de division par deux du nombre de régions s'inscrit dans cette logique...

Les communautés de communes et les métropoles, qui se mettent en place avec comme 1ère conséquence une absorption des petites par la métropole dominante ou le dépeçage des administrations nationales entrent aussi dans ce schéma-là.

Parce que nous sommes internationalistes nous refusons le concept d'Europe des nations tel que défendu par les souverainistes, mais aussi celui de super état européen.

Ce qui est en question aujourd'hui ce n'est certainement pas **l'Union des Républiques Socialistes d'Europe** mais la construction de l'espace politique impérialiste dont le capitalisme a besoin.

Nous pensons qu'il faut dire NON à toute constitution supranationale car ne pas défendre aujourd'hui la nation française et ce qu'elle contient de conquêtes populaires serait se condamner à l'impuissance et à la régression pour l'avenir. C'est là un enseignement majeur : c'est dans les périodes où la souveraineté populaire s'est articulée avec les luttes ouvrières qu'elle s'est exprimée avec le plus de force et a permis les avancées sociales et démocratiques les plus importantes. Et c'est quand la France a fortement affirmé son indépendance qu'elle a pris les initiatives internationales les plus audacieuses.

L'Union européenne contrepoids des USA ?

L'UE contre poids économique et politique aux USA :

Cet argument a pris beaucoup de plomb dans l'aile ces dernières années et ce, bien avant que Sarkozy ne se place en valet zélé des USA. Le conseiller de G BUSCH pour l'Europe déclarait en pleine tourmente Ukrainienne en 2004 : « *Pour que l'Ukraine s'en sorte il faut que le plus rapidement possible elle rentre dans l'OTAN et adhère à l'Union Européenne* »...De même lors d'une visite en Europe à Bruxelles G Bush n'a-t-il pas clairement dit son souhait d'une « Europe » forte (en réalité une Union Européenne forte) ?

Sur ce point Obama n'a pas démenti son prédécesseur et cela s'est particulièrement vu lors du traitement de la crise en 2008 ou dans les positions respectives sur le Moyen Orient où l'on peut parler de complémentarité...

On citait souvent en 2005 comme argument pour le NON le fait que si la constitution était déjà adoptée la France aurait été dans l'obligation de s'engager dans la guerre en Irak pour la conjonction de deux raisons : la constitution européenne aurait enlevé à la France son libre arbitre sur cette question et le poids de l'impérialisme est fort sur notre continent. Cela est vrai mais on pourrait en prendre d'autres.

Comment imaginer une Union Européenne indépendante politiquement des USA quand sa constitution prévoit un alignement de sa politique militaire sur l'OTAN ? Nous ne sommes plus au temps d'un De Gaulle rêvant de la construction d'une 3ème superpuissance - ce qui n'était de toute façon pas une garantie pour la paix - mais dans une construction alignée sur les intérêts capitalistes mondiaux tels qu'ils sont régulièrement redéfinis lors des G8.

L'EURO dont le taux a été fixé pour être au niveau du Dollar ne protège ni de la fuite des capitaux, ni des délocalisations, ni de la pénétration américaine grandissante sur le territoire. **La pénétration des marchés américains est telle qu'aujourd'hui les USA sont le 1er investisseur de la région Ile De France qui représente 1/4 de la population française**⁷ et ce n'était ni le cas quand l'UE s'est mise en place, ni un processus fatal.

L'or n'étant plus l'étalon mondial la « santé économique » française (au sens capitalistique du terme santé économique) est dépendante directement des soubresauts du dollar et du déficit chronique américain. Pire la mise en œuvre de l'Euro, outre le fait qu'elle a retiré à la nation la maîtrise de sa monnaie et donc d'une grande part de ses choix budgétaires, a eu des conséquences directes sur la vie des gens. Le chômage n'a cessé de grandir dans la zone euro et le pouvoir d'achat n'a cessé de fondre. A contrario les trois pays qui n'ont pas adopté l'Euro (Danemark, Suède, Angleterre) ont un taux de chômage moitié moindre que la France.

⁷ Ce qui était le cas en 2005 et le phénomène s'est encore amplifié. Les USA sont le 2ème investisseur étranger en France en 2011 (source www.invest-in-france.org)

Il est intéressant à ce propos de lire la tribune parue le 15 janvier 2005 dans Le Monde, rédigée par deux économistes partisans de la construction européenne actuelle et aboutissant à la conclusion que le retour aux monnaies nationales était inévitable au moins pour certains pays de la zone Euro : « *Le contraste est saisissant avec les économies des pays dits « eurosceptiques » - Royaume-Uni, Suède et Danemark -, qui partagent des taux de chômage notablement plus faibles, des taux de croissance plus élevés et des déficits budgétaires très limités (quand ils ne connaissent pas un excédent budgétaire). Conclusion : à ce jour, la monnaie unique n'a guère enrayé le malaise économique européen et l'on ne peut manquer de s'interroger sur son éventuelle responsabilité dans les difficultés économiques actuelles de la zone euro. [...] L'élargissement en bloc de l'UE à dix nouveaux pays d'Europe de l'Est ne fera qu'affaiblir davantage un attelage déjà bien branlant. Si traumatisant que cela soit de restaurer certaines monnaies nationales - pas nécessairement toutes -, certains pays, notamment les plus petits, pourraient décider d'abandonner l'euro. »*⁸

Et c'était donc bien avant ce qui se passe en Grèce ou en Espagne aujourd'hui...qui était donc prévisible...

Dans le même ordre d'idée une étude récente de « Que Choisir » a mis en évidence une forte augmentation des prix depuis l'Euro. Si la CGT avait conservé son indice des prix il y a fort à parier que la démonstration aurait été plus flagrante encore. Ainsi un directeur régional de la grande distribution en PACA a-t-il pu observer une baisse de la consommation de l'ordre de 30% sur les produits alimentaires dans les mois qui ont suivi la mise en place de l'Euro.

De même dans toutes les instances internationales qu'il s'agisse de l'OMC, de l'AGCS ou à l'ONU, l'Union Européenne ne s'oppose pas aux Etats Unis mais s'aligne sur ceux-ci quand il s'agit de défendre les intérêts des pays du Nord contre ceux du Sud.

Plus l'Union Européenne se renforce plus nous nous rapprochons du mode, de vie, de pensée, de fonctionnement de la société américaine au détriment des valeurs de solidarité mises en avant tout au long de notre histoire sociale et en particulier par le CNR : fonds de pensions à la française, tolérance zéro, appauvrissement du débat politique et recul de la perspective du changement de société, marchandisation de la culture et du sport...

L'UE n'est pas un contrepoids de l'empire américain dans l'intérêt des peuples, mais elle est un état impérialiste tantôt allié, tantôt opposé aux USA, sur la base des intérêts des multinationales ce qui en soi est une menace pour la paix dans le monde. Est-ce que l'on compte sur Coca Cola France pour combattre l'hégémonie américaine ? Est-ce que la concurrence BOEING /AIRBUS profite aux salariés ? Bien sûr pour l'instant l'un emploie des salariés en Europe et l'autre en Amérique du

⁸ Anthony Gripe banquier d'affaires et Laurent Jacque professeur de finance internationale.

nord, mais est-ce que cela va empêcher qu'ils délocalisent un jour une part des emplois dans des pays du tiers monde ? Ne connaît-on pas de multiples exemples de profits réalisés à un endroit de la planète et réinvestis à un autre endroit avec comme seul critère la rentabilité maximum ? Et ne parlons-pas des récents évènements avec Général Electric et Siemens.

Le capitalisme n'a pas plus de patrie qu'il n'a de morale. Un véritable contrepoids passerait par le développement d'industries et de services nationalisés, échappant par là même au pouvoir des multinationales, ayant d'autres critères de gestion et de fonctionnement. C'est ce qui est en question en Amérique du sud avec des pays comme le Venezuela, qui n'ont pas une conception des relations internationales prenant la forme de carcans mais d'alliances pour le bien des peuples et qui là s'opposent à l'impérialisme américain. Force est de constater qu'en Europe nous n'en sommes pas là...

L'UE et la paix

Le grand argument de ceux que l'on a appelé les pères de l'Europe par un abus de langage qui a une importance idéologique indéniable était : **grâce à l'Europe on aura la paix.**

Cet argument employé au lendemain de la guerre avait évidemment une portée considérable.

D'emblée les penseurs et artisans de la construction européenne se sont situés sur le terrain idéologique en cherchant en permanence à détourner l'aspiration des habitants de ce continent à la paix, à la fraternisation entre les peuples, au désir de voir tomber les frontières.

Ils se sont servis de la paix comme pierre d'angle à la construction de leur argumentation politique. Cet argument avait un avantage celui de faire passer comme des jusqu'au-boutistes nationalistes ceux qui sont opposés à ces choix là. En effet dans cette bataille idéologique qui est aussi une guerre des mots il y aurait selon eux les proeuropéens et les antieuropéens et pourquoi pas tant qu'on y est les pacifistes et les guerriers ?

S'il faut parler de la paix, force est de constater que les mêmes qui sont partisans aujourd'hui de la Pax Européanna ont été hier et sont encore aujourd'hui souvent les partisans de la Pax Americana.

Quelle paix et d'ailleurs quelle indépendance peut garantir une puissance qui non seulement est membre de l'OTAN - organisation qui n'aurait plus de raison d'être si on s'en tient aux objectifs initiaux des créateurs de cette force armée internationale - mais qui en plus, si la constitution était adoptée, se soumettrait totalement à celle-ci ? (I - 41 alinéa 1 et 2)⁹

⁹ ce qu'a confirmé le traité de Lisbonne

La construction européenne a-t-elle empêché une guerre ? Dans les Balkans ? En Afrique ? Et on peut aujourd'hui allonger la liste : en Cote d'Ivoire, en Libye, en Syrie...et actuellement ce qui se passe en Ukraine où l'UE est directement responsable de la dégradation des événements et soutient un pouvoir fasciste.

Si la période 45/90 a été qualifiée de plus longue période de l'histoire sans conflit majeur on ne peut oublier qu'il y a également eu dans cette même période plus de morts dans des conflits dits locaux que dans toute la 2ème guerre mondiale...

Si nous pouvons nous réjouir du fait qu'il n'y ait plus de guerre entre pays européens (à l'exception notable de la guerre des Balkans) pouvons-nous pour autant oublier que les conflits se sont simplement déplacés et qu'ils enrichissent toujours les mêmes vendeurs d'armes ? De ce point de vue le film « **Le cauchemar de Darwin** » documentaire tourné en Tanzanie en dit long sur le rôle de l'UE dans l'attisement des conflits militaires pour la simple raison qu'ils lui profitent économiquement.

Est-il hasardeux d'affirmer que le capitalisme n'a pas eu pour l'instant d'intérêt financier à laisser se développer une guerre sur le continent et c'est sans doute la principale raison de cette période de non-agression ?

Si on prend l'exemple des Balkans force est de constater que là c'est l'UE qui a mis de l'huile sur le feu et attisé les braises d'un conflit qui n'était pas inéluctable...

Les prises de position de l'UE tant à l'OMC que dans le cadre de l'AGCS sont les ferments de conflits futurs opposant des pays qui veulent sortir de la pauvreté et en sont empêchés par l'attitude des pays impérialistes.

Avec en plus une force Européenne transportable, constituée exclusivement de militaires de métier, le risque n'est-il pas plus grand demain de voir une nouvelle force impérialiste s'affronter aux USA par pays pauvres interposés ? Il n'y aura pas alors de contingent pour les arrêter comme ce fut le cas en Algérie...

Si le premier but de l'Union Européenne avait été la paix le 1er poste de ministre créé aurait pu être celui des cultures ou de l'éducation...et non comme dans le cadre de la constitution celui des affaires étrangères...Et puis, à moins d'être adepte du fameux « *Si tu veux la paix prépare la guerre* » des romains, comment se réclamer de la paix et se fixer dans une constitution l'objectif d'augmenter les capacités militaires de chaque pays de l'union ? (art I 43-3)¹⁰

Nous n'avons nul besoin d'une force impérialiste de plus...

¹⁰ objectif réaffirmé depuis

L'Union Européenne, l'Afrique et le sud

Il était déjà visible avec les accords de Schengen qui ont défini 2 sortes d'étrangers, les européens et les autres, que l'Europe était discriminatoire.

Là aussi, la construction européenne n'a fait qu'aggraver cette dimension en renforçant le caractère impérialiste de l'espace politique en construction.

Il y avait (et il y a toujours) la Françafrique qui à l'aide de barbouzes protège ses intérêts financiers, pille les richesses, fait et défait les gouvernements fantoches...

Il y aura de plus en plus l'Eurafrique.

* Celle qui met des barbelés à ses frontières et adopte des lois de plus en plus rétrogrades et répressives sur les questions du droit d'asile et de l'immigration.

* Celle qui veut bien piller, quand cela l'arrange, y compris la matière grise des pays pauvres à condition que celle-ci ne reste pas plus en Europe que ce que la production l'exige et surtout n'y emmène pas ou n'y constitue pas sa famille.

* Celle qui refuse la libre circulation des hommes et des idées mais organise la déportation économique légale (quand on proclame que l'on a « besoin » de 18 millions d'immigrés pour le bien être du continent) ou illégale quand on refuse de donner des papiers à des salariés qui « coûteront » ainsi moins cher que des salariés titulaires d'une autorisation de travail.

* Celle qui impose des accords commerciaux pour son seul profit comme en Mauritanie, une des zones les plus poissonneuses du monde, que viennent exploiter des bateaux venus de toute l'Europe empêchant ainsi les mauritaniens de tirer un juste profit de leurs richesses naturelles

* Celle qui se partage les ruines du Zaïre, fait du Maroc un protectorat et de la Tunisie une villégiature.

* Celle qui entretient les meilleures relations du monde avec le régime esclavagiste de Mauritanie et a organisé un coup d'état en Côte d'Ivoire au nom d'intérêts sordides

* Celle qui après avoir mis à terre toute la zone CFA par des mesures monétaires prises par la droite conservatrice du temps de Balladur, les a encore aggravées par la mise en place de l'Euro.

* Celle qui n'a défendu les droits de l'homme ni au Soudan, ni dans la Tunisie de Benali mais en plus cède (voire précède) devant les exigences américaines à l'OMC, l'AGCS et tous les traités internationaux.

* Celle qui délocalise en Afrique non pour tirer ces pays vers le haut mais pour s'appuyer sur l'absence de droits sociaux et les différences de niveau de vie afin de tirer les coûts mondiaux vers le bas.

* Celle qui, à l'instar de la banque mondiale et du FMI, impose ses choix économiques comme la privatisation des services publics au bénéfice de multinationales européennes voire d'entreprises françaises encore publiques qui les copient. (De ce point de vue l'exemple de la SONELEC¹¹ est édifiant.)

* Celle qui s'enrichit en créant des désastres écologiques, en aggravant la misère de populations entières, en organisant les ventes d'armes comme l'a si bien montré le film « Le cauchemar de Darwin » et qui a donc un intérêt objectif au développement des guerres intra continentales.

C'est bien un des aspects les plus détestables, le plus moralement condamnable, le plus dangereux pour l'avenir de la paix sur la planète et son développement, que cette UE impérialiste, tantôt alliée, tantôt rivale des USA, mais toujours dominatrice des pays du sud.

Décidément, on peut dire en paraphrasant René Dumont, l'Europe blanche est mal partie.

¹¹ La SONELEC entreprise nationale d'électricité sénégalaise était publique. Pour mener à bien un programme d'investissements Abou Diouf, président socialiste d'alors, modifia le statut de l'entreprise afin de faire appel à des capitaux privés tout en gardant la majorité (51%) du capital sous contrôle de l'Etat sénégalais. Un accord fut même trouvé avec le syndicat de l'entreprise afin de garantir le statut des salariés.

La banque mondiale refusa cet accord et imposa à l'état une participation minoritaire...pour le plus grand profit - entre autres - de la Compagnie Générales des Eaux. La conséquence de cette capitulation du gouvernement sénégalais eut pour conséquence une remise en cause de l'accord, une remise en cause de la couverture nationale de la fourniture d'électricité, pour ne la réserver qu'aux seules régions « rentables ».

L'Europe sociale est-elle possible ?

Où autrement dit « l'Europe oui, mais pas celle-là ».

A « gauche », quelle que soit la façon comme on le dit, est répandue une idée qu'une autre Europe, une Europe sociale, refondée... est possible. Eh bien ça demande discussion !

Non pour diviser, non pour la jouer « plus de gauche que moi tu meurs » mais pour permettre aux citoyens, au-delà de ce NON à gagner ensemble, de réfléchir sur ce qu'on veut. Si les partisans de ce concept d'Europe sociale étaient rigoureux (voire courageux...) ils emploieraient le terme bien plus exact (mais bien moins crédible) d'Union Européenne sociale (encore la guerre des mots...)...difficile à vendre comme idée...

Quitte à être taxés anti européenisme primaire, nous émettons des doutes sur le fait que l'Union Européenne sociale soit possible en l'état. Pourquoi ?

D'abord il faut observer que les partisans de « l'Europe sociale » ont en commun une grande absente, la nation. C'est pour eux une étape dont il faut déjà tourner la page, une notion qui ne compte déjà plus. Vu ce qui est écrit dans le 1er chapitre c'est aller un peu vite sur l'histoire, et sur le socle de résistance que constituent les nations.

L'histoire sociale nous démontre à intervalles réguliers que si des mobilisations européennes voire mondiales ont existé et n'ont pas été dénuées d'intérêt elles se sont traduites par l'absence de résultats concrets. C'est quand même au niveau national que se situe le mieux la résistance voire la conquête : l'Espagne sur l'assurance chômage, la France, l'Italie, l'Autriche sur la retraite, l'Allemagne sur l'assurance chômage et même les Pays Bas -ce qui est historique- sur les droits sociaux.

Ensuite si on parle « d'Europe sociale » **un minimum de pragmatisme** impose de partir de faits, même ténus : **quel acquis social les dirigeants de l'Union Européenne ont donné aux salariés et populations en 50 ans ?** A contrario la liste est longue des acquis sociaux rognés ou supprimés au nom de la construction de l'UE... En capitalisme, national ou international, aucun progrès social ne sera possible sans luttes et rapport de forces...

Et quel acquis social, des luttes européennes (et lesquelles...) ont permis de conquérir ?

Comment, par exemple, gagner une harmonisation des salaires par le haut sur un territoire où ils vont de un à dix alors que ces différences de revenus sont justement une des armes des multinationales qui opèrent sur le continent pour mettre les salariés en concurrence entre eux par le biais des délocalisations ou des reculs imposés de droits sociaux ? L'exemple de cette entreprise alsacienne proposant « un

reclassement à 110€ par mois » en Roumanie est éclairant de ce point de vue. De même celles et ceux qu'Unilever voulait délocaliser en Pologne pour 480€ par mois.

S'il y a bien un domaine où la confusion entre internationalisme et mondialisme montre toute sa nocivité, c'est bien celui du social. Ainsi l'exemple des travailleurs détachés, ce que l'on pourrait nommer les déportés économiques du libre-échange. La circulaire de 1996 prévoit que s'applique pour eux le droit du pays d'origine et au nom de ce principe on voit des travailleurs traverser l'Europe et entrer directement en concurrence des salariés moins mal payés qu'eux dans le pays qui les accueille. Un récent vote au parlement européen a consacré le refus du parlement de remettre en cause ce principe et si le Front de gauche a voté contre (mais pas la totalité du groupe dans lequel il siège) il ne demande pas majoritairement son abrogation¹² laissant ainsi à Marine Le Pen et au FN le monopole de cette revendication pour évidemment des raisons qui n'ont rien à voir avec les nôtres. C'est cette ambiguïté que sur ce sujet il y ait pu avoir au sénat un vote unanime, du PCF à l'UMP, en décembre 2013.

On a du mal à mobiliser au niveau d'une ville, d'une région, d'un pays et on y arriverait au niveau de l'Europe ? Est-ce que c'est une mobilisation européenne qui nous permettra de gagner à Lustucru ou à Nestlé ? Le rapport de forces est-il plus facile à construire dans 25 pays que dans un seul ?

Si on veut bâtir une Union européenne sociale il faut regarder avec lucidité le processus et les fondements de la construction en cours. L'Union Européenne s'est constituée autour du marché du charbon et de l'acier, (ce qui a produit comme réussite la fermeture de toutes les mines françaises) et sa seule logique aujourd'hui est une logique capitalistique. **Ce n'est pas une union des peuples, des états ou des nations, mais une union des multinationales, qui a besoin aujourd'hui d'un cadre politique et juridique au service de cette union-là.** Dans ces conditions il ne peut y avoir d' « Europe sociale », ni de bonne constitution européenne, ni celle-là ni une autre.

Pour être crédibles les partisans de « l'Europe sociale » doivent sortir de l'incantation et poser clairement la perspective. Pour gagner l'Europe sociale il faut revenir à la source, c'est à dire revoir les fondements du Marché Commun, les traités qui ont suivi plus régressifs les uns que les autres, repenser les coopérations internationales sur d'autres bases : nous n'en sommes vraiment pas là !

Les exemples de Fralib et d'Electrolux, pour ne s'en tenir qu'à ces deux délocalisations intra UE renforcent le propos...

¹² A l'exception notable du député PCF Jacky Hennin

Si le gouvernement se hasardait à faire le choix de l'emploi contre les logiques des capitalistes européens, il *"aurait la commission de Bruxelles sur le dos"* comme le rappelle avec élégance Karel De Gucht, commissaire européen au commerce.¹³

Tout refus de voir cette réalité en face ou recul d'un millimètre sur cette notion est suicidaire pour la perspective de changement. Il est d'ailleurs amusant de lire dans la période le florilège des propos d'hommes politiques de tous bords tout au long de l'avancée de la construction européenne (voir brèves dans la même rubrique).

L'Europe oui mais pas celle-là est en fait l'acceptation de l'irréversibilité de cette construction-là. Puisque l'Europe politique et économique existe, que l'on ne peut revenir en arrière, essayons de la changer de l'intérieur.... Je ne peux pas révolutionner le système, j'en tente la réforme. C'est d'ailleurs l'argumentation que développe Rocard dans son plaidoyer pour le OUI : puisque le capitalisme a gagné nous n'avons pas d'autre choix que d'accepter cette constitution. En ce sens partisans du OUI et du NON se rejoignent. La seule chose qui les sépare est le niveau d'imperfection acceptable de l'accord international appelé constitution.

Mais franchement qu'est qui est plus facile aujourd'hui ou plus exactement moins difficile, gagner un gouvernement progressiste en France, sortir de l'Union Européenne, imposer d'autres coopérations ou bien tenter de former une Europe progressiste constituée de 28 pays capitalistes ?

¹³ **Le ministre français voudrait aussi subventionner les industries européennes «sans avoir Bruxelles sur le dos»...**

S'il tente de le faire, il va trouver Bruxelles et le commissaire à la Concurrence Joaquin Almunia sur sa route! L'absence de subventions nationales est l'une des clefs du marché unique européen. Ce n'est pas moi qui l'ai édicté, ce sont les États membres eux-mêmes. M. Montebourg plaide contre les règles de l'UE.

Allez-vous donner suite, quand la France veut mettre sous surveillance les importations de voitures coréennes?

Nous avons mené l'enquête et conclu que cette requête n'est pas fondée. La Commission vient donc de refuser la demande de Paris. Les conditions juridiques ne sont pas remplies. Bien plus, les chiffres montrent que l'accord de libre-échange signé avec Séoul en 2011 est largement favorable à l'UE. Notre déficit commercial bilatéral est tombé au plus bas. Pour l'automobile, il est vrai que les exportations coréennes ont augmenté de 41% de juillet 2011 à juin 2012. Mais la France est moins touchée que la moyenne (+24%) et la part des petites voitures coréennes en France n'a augmenté que de 7,4 à 7,6% du marché. Au niveau européen, on reste très loin des records atteints avant 2008.

Allez-vous donner suite, quand la France veut mettre sous surveillance les importations de voitures coréennes?

Nous avons mené l'enquête et conclu que cette requête n'est pas fondée. La Commission vient donc de refuser la demande de Paris. Les conditions juridiques ne sont pas remplies. Bien plus, les chiffres montrent que l'accord de libre-échange signé avec Séoul en 2011 est largement favorable à l'UE. Notre déficit commercial bilatéral est tombé au plus bas. Pour l'automobile, il est vrai que les exportations coréennes ont augmenté de 41% de juillet 2011 à juin 2012. Mais la France est moins touchée que la moyenne (+24%) et la part des petites voitures coréennes en France n'a augmenté que de 7,4 à 7,6% du marché. Au niveau européen, on reste très loin des records atteints avant 2008. Il n'y a donc aucune raison de lancer la procédure de surveillance souhaitée par Paris. Pire, ce serait dangereux quand les autres exportations européennes vers la Corée du Sud augmentent aussi vite. Mon premier souci est de réussir cet accord de libre-échange, pas de le torpiller. Sinon, quelle sera la crédibilité l'UE lorsque nous négocierons l'ouverture d'autres marchés?

Enfin, une fois ces questions tranchées, on peut alors se poser la question de la faisabilité économique que nombre d'économistes (ils sont 105 à avoir signé un manifeste en ce sens) de TODD à LORDON en passant par SAPIR affirment, quel que soit par ailleurs le choix de société qu'ils font.

Sans en faire un modèle, ni idéaliser ce qui s'y passe, les peuples d'Amérique du Sud montrent avec ALBA, le MERCOSUR ou la CELAC, qu'il est possible de mettre en place d'autres coopérations internationales...une fois qu'on est sortis des accords de libre-échange. En Amérique les USA croyaient avoir fait l'essentiel avec l'ALENA, les états en sortant de cette alliance sous la pression des peuples, les ont forcés à revoir leur copie.

Et même l'accord en cours dans les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) montre, s'il ne remet pas en cause le capitalisme, que le libre-échange et même l'hégémonie du dollar ne sont pas inévitables.

Une économie au service des idées, rendra faisable ce que l'on croyait impensable hier. Quand on voit le gouvernement Hollande envisager publiquement, sans la faire toutefois (ne rêvons pas !) la nationalisation de certaines entreprises ou soumettre les investissements étrangers dans certains secteurs à autorisation politique, il nous offre la démonstration que **quand le politique veut, il peut...l'économique est alors forcé de suivre.**